

R.P. No 36

Tokyo, le 30 octobre 1973

Le pétrole et la politique étrangère japonaiseR é s u m é

en					c/a
Date					12.11
Vice					
EPD 12 NOV. 1974 B					
Ref. p.A. 21.31. Tokyo					

La décision des pays arabes de réduire leurs livraisons de pétrole et d'augmenter leurs prix touche durement le Japon. L'offensive diplomatique qui complète ces mesures a par ailleurs amené le gouvernement japonais à remettre à dix pays arabes des notes déclarant que le Japon "fully understands" le désir des peuples arabes de récupérer les territoires occupés par Israël et qu'il coopérera au soulagement des réfugiés palestiniens ainsi qu'au développement socio-économique des nations arabes par l'entremise de l'ONU.

Cette évolution préoccupe vivement le gouvernement nippon qui est en outre très déçu que le Japon ait été rangé parmi les pays "not friendly" à la cause arabe, alors qu'il avait soigneusement veillé à demeurer neutre et à ne pas indisposer les membres de l'OPEC en s'associant à des groupements ayant pour but la protection des intérêts des pays consommateurs de pétrole.

La situation étant de nature à compromettre l'avenir économique du Japon, on se demande à Tokyo s'il ne conviendrait pas de repenser la politique étrangère pratiquée jusqu'ici et l'opposition va jusqu'à suggérer une modification fondamentale au détriment des liens qui unissent le Japon aux Etats-Unis. Il est fort douteux que le gouvernement japonais aille aussi loin, mais il n'en demeure pas moins que la situation peut être qualifiée de grave et qu'elle affecte directement la politique étrangère du Japon qui, pour la première fois après la deuxième guerre mondiale, se trouve être la victime d'un conflit.





AMBASSADE DE SUISSE
AU JAPON

381.0. - JA/bh

CONFIDENTIEL

R.P. No 36

Tokyo, le 30 octobre 1973

Monsieur Pierre Graber

Conseiller fédéral

Chef du Département politique

B e r n e

Le pétrole et la politique
étrangère japonaise

La décision du 17 octobre des pays producteurs de pétrole de réduire leurs livraisons aux pays qui ne soutiennent pas ouvertement la cause arabe dans le conflit actuel et d'augmenter leurs prix touche durement le Japon. Plus durement, estime-t-on à Tokyo, que l'Europe qui bénéficie d'un plan d'assistance mutuelle et que les Etats-Unis surtout qui peuvent couvrir eux-mêmes la plus grande partie de leurs besoins. La nouvelle arme économique utilisée par les Arabes étant même de nature à influencer fortement la politique étrangère du gouvernement japonais, il n'est pas inutile de résumer les faits.

A la suite de la décision des pays producteurs, les principales sociétés pétrolières internationales firent savoir au début de la semaine dernière aux autorités et aux raffineries japonaises

- a- que les livraisons de pétrole brut (y compris, dans certains cas, celles en provenance d'autres régions que le Moyen-Orient) seraient réduites de 10 % à compter, semble-t-il, du 1er octobre. La Gulf Oil Corp. qui couvre plus de 8 % des importations japonaises de pétrole a notifié pour sa part une réduction de 34,7 % dès la même date.
- b- que les prix seraient augmentés d'environ 30 %. L'Arabie Saoudite a même porté cette augmentation à 70 % pour les produits qu'elle livre directement aux principaux importateurs japonais.

Les augmentations de prix ne paraissent pas constituer une préoccupation majeure pour les Japonais. Les restrictions quantitatives et le fait qu'elles sont "politisées" par les Arabes inquiètent en revanche très vivement les milieux gouvernementaux et industriels nippons. Ces derniers, ainsi que le Vice-ministre des Affaires étrangères Hogen me l'a confirmé, sont par ailleurs profondément déçus par la décision des Arabes de ranger le Japon parmi les pays "not friendly". On pensait en effet à Tokyo que le soin avec lequel le gouvernement et les entreprises privées ont veillé à ne rien entreprendre qui puisse indisposer les pays producteurs de pétrole et notamment le fait qu'ils se sont soigneusement abstenus de se joindre à toute association ayant pour but la défense commune des intérêts des pays consommateurs, serait apprécié par les membres de l'OPEC. Cette inquiétude et cette déception ou, selon quelques éditorialistes, cet échec de la politique japonaise envers le monde arabe, pourraient amener le gouvernement à considérer la nouvelle situation, qui menace directement l'avenir économique du Japon, comme une affaire prioritaire de sa politique étrangère.

Les mesures arabes sont d'ailleurs accompagnées d'une offensive diplomatique de la part des ambassadeurs des principaux producteurs du Moyen-Orient qui désirent voir le Japon manifester plus de sympathie à l'égard de la cause arabe. C'est ainsi que le Ministre des Affaires étrangères, Ohira, s'est entretenu assez longuement le 19 octobre avec l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite qui fait ici fonction de "doyen" des diplomates arabes. Au cours de cet entretien, Ohira se serait efforcé d'apaiser son interlocuteur tout en espérant que ce dernier et ses collègues se contenteraient d'une déclaration verbale. Cet espoir fut, semble-t-il, déçu car, une semaine plus tard, le 26 octobre, le Ministère des Affaires étrangères confirmait l'attitude du gouvernement japonais à l'égard des

nations arabes dans une note aux ambassadeurs de dix pays (Arabie Saoudite - Algérie - Irak - Egypte - Qatar - Koweït - Soudan - Maroc - Liban et Libye) déclarant que

- le Japon "fully understands" le désir des peuples arabes de récupérer les territoires occupés par Israël,
- qu'il soutient dès lors la résolution 242 prise à cet effet par le Conseil de sécurité de l'ONU,
- qu'il coopérera au soulagement des réfugiés palestiniens et
- qu'il contribuera au développement socio-économique des nations arabes par l'entremise de l'ONU.

La réaction des pays arabes à cette déclaration n'est pas encore connue. On espère vivement du côté japonais qu'ils s'en contenteront mais on en doute un peu. On craint en effet que les Arabes ne cherchent à exploiter davantage encore, d'une part la position de force dans laquelle ils se trouvent et, d'autre part, la vulnérabilité du Japon en matière de sources d'énergie. Il est vrai et les commentateurs ne manquent pas de le relever que l'accueil qui sera réservé à la note japonaise du 26 octobre dépendra, dans une assez large mesure, des précisions que Tokyo devra probablement fournir encore sur la nature et l'importance de ses contributions au développement socio-économique des nations arabes et au soulagement des réfugiés palestiniens. On s'attend en outre à voir les Arabes mettre tout en oeuvre pour donner un caractère politique à l'aide japonaise.

Le Ministre Ohira a donc de bonnes raisons d'être vivement préoccupé par cette évolution qui affecte directement la politique étrangère de son pays. Pour donner entière satisfaction aux pays producteurs de pétrole, le gouvernement japonais

devrait en effet modifier dans une assez large mesure l'attitude prudente et réservée observée jusqu'ici à l'égard des pays arabes, ce qui ne manquerait pas d'avoir de sérieuses répercussions sur toute la politique étrangère du Japon. Les journaux de l'opposition vont jusqu'à dire que la situation actuelle pourrait contraindre le gouvernement à repenser toute sa politique extérieure en desserrant les liens qui unissent le Japon aux Etats-Unis. Il est toutefois permis de douter que le Japon se laisse entraîner aussi loin même devant la nécessité d'assurer l'avenir de son économie. Il n'en demeure pas moins que la situation est grave tant sur le plan économique que politique. Le conflit israélo-arabe a en outre ceci de nouveau pour le Japon qu'il est le premier, après la deuxième guerre mondiale, qui affecte ses intérêts alors qu'il avait au contraire tiré un large bénéfice de ceux de Corée et du Vietnam. Cela constitue une difficulté de plus pour le gouvernement japonais qui manque encore d'expérience dans des situations de ce genre et qui répugne par ailleurs à improviser la modification de ses plans politiques et économiques à long terme.

l. B. M. de la